

23 juillet 2021

Fédération de Russie : la situation des minorités ethniques

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

Table des matières	2
1. Introduction	3
2. Le cadre juridique	4
3. Attitude des autorités et forces de l'ordre	5
4. La situation des minorités ethniques	5
4.1. Personnes originaires d'Asie Centrale	6
4.2. Personnes originaires du Caucase.....	6
4.3. Roms	6
4.4. Personnes métisses, africaines ou caribéennes	7
Bibliographie	8

Résumé : La Fédération de Russie compte 180 minorités nationales différentes, dont 160 sont considérées comme de « petits groupes indigènes ». Au début des années 2000 le pays a connu une forte hausse du nombre d'agressions et crimes xénophobes. Depuis 2008, les chiffres sont en baisse constante en raison d'une hausse des poursuites engagées par les autorités judiciaires mais aussi du contexte de la crise en Ukraine qui a focalisé les militants d'extrême droite sur les pays occidentaux. Si le cadre législatif russe est protecteur pour les minorités ethniques, il n'en demeure pas moins que les personnes originaires du Caucase, d'Asie centrale ou les personnes « d'apparence non-slave » peuvent être la cible de discriminations ou d'agressions à caractère xénophobe.

Abstract : The Russian Federation has 180 different national minorities, 160 of which are considered "small indigenous groups". In the early 2000s, the country experienced a sharp increase in the number of attacks and xenophobic crimes. Since 2008, the figures have been steadily declining due to an increase in prosecutions brought by the judicial authorities but also due to the context of the crisis in Ukraine which has focused far-right activists on Western countries. If the Russian legislative framework is protective for ethnic minorities, the fact remains that people from the Caucasus, Central Asia or people "of non-Slavic appearance" may be the target of discrimination or xenophobic attacks.

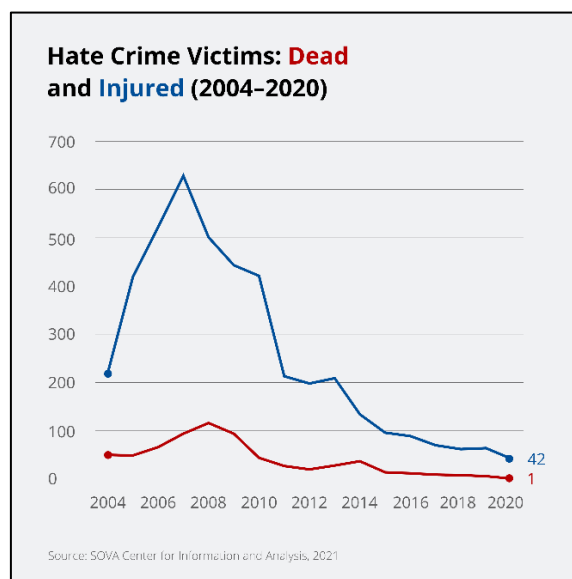
Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

Nota bene : La législation russe fait une différence entre les termes « citoyenneté » (гражданство/*grajdanstvo*) et « nationalité » (национальность/*natsional'nost'*) : quand le droit international moderne utilise le terme « nationalité » pour désigner le lien juridique entre une personne et un Etat souverain, le droit russe, lui, utilise le terme « citoyenneté ». Par conséquent, dans le contexte multiethnique russe, il convient d'utiliser le terme « citoyenneté » (гражданство/*grajdanstvo*), lorsqu'on se réfère au statut juridique d'un individu en tant que citoyen d'un Etat (гражданин/*grajdanin*). **Le terme « nationalité » (национальность/*natsional'nost'*) est utilisé pour définir l'origine ethnique d'un individu.**

1. Introduction

La Fédération de Russie compte **180 minorités nationales différentes**, dont 160 sont considérées comme de « petits groupes indigènes ». D'après le dernier recensement de la population, effectué en 2010, les Russes ethniques constituent 80,8% de la population totale. Les Tatars comptent pour 3,8% de la population, puis viennent les Ukrainiens (2,9%), les Bachkirs (1,1%), les Tchouvaches (1,1%), les Tchétchènes (0,9%) et les Arméniens (0,7%)¹.

Au début des années 2000, la Fédération de Russie a connu une forte augmentation des agressions racistes et xénophobes, commises par des membres de l'extrême droite ou des groupes néo-nazis² mais aussi par les forces de sécurité³. Selon le centre de recherche SOVA, les meurtres à caractère xénophobe ont ainsi augmenté de 60% entre 2004 et 2007 tandis que les agressions xénophobes ont plus que doublé pendant la même période⁴. **A partir de l'année 2008, le nombre de victimes de « crimes de haine » a commencé à diminuer**, notamment concernant les actes de nature xénophobe, et continue de diminuer en 2020 par rapport aux années précédentes⁵. Les tensions ethniques **touchent l'ensemble du territoire de la Fédération** mais sont plus fréquentes dans les grandes zones urbaines, **notamment à Moscou et Saint-Pétersbourg** où se déroulent la majorité des agressions et actes de vandalisme de nature xénophobe recensés⁶.



Nombre de victimes de crimes de haine (morts et blessés, entre 2004 et 2020), SOVA, 05/02/2021, [url](#)

¹ Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (1), s.d., [url](#)

² MARINO-KONOVALOVA Tatiana, 2009, p.2, [url](#)

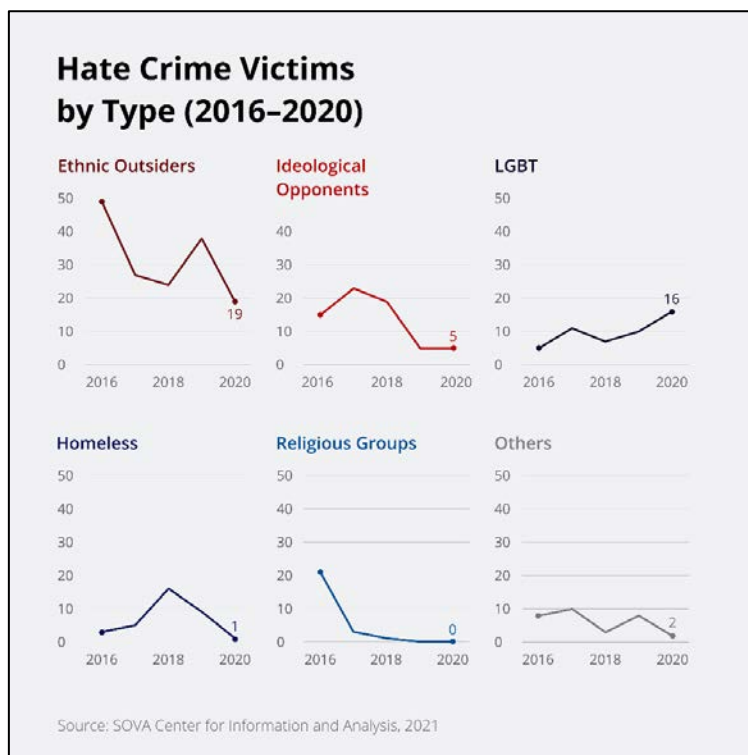
³ DAUCE Françoise et WALTER Gilles, 2007, [url](#)

⁴ MARINO-KONOVALOVA Tatiana, 2009, p.1, [url](#)

⁵ SOVA, 05/02/2021, [url](#)

⁶ SOVA, 05/02/2021, [url](#)

Selon Alexandre Verkhovsky, directeur de SOVA, dans un entretien avec le site d'informations *Radio Svoboda*, cette baisse du nombre d'agressions et crimes xénophobes démontre « **un déplacement [de la haine] du sud vers l'ouest** », celui-ci estimant ainsi que « si auparavant les personnes originaires du Caucase du nord étaient ciblées, dorénavant les mêmes personnes [qui les ciblaient] détestent les pays occidentaux⁷ ». Cela s'explique notamment en raison du contexte de la crise ukrainienne et des sanctions économiques infligées à la Russie par l'Union Européenne et les Etats-Unis⁸. En outre, **les agressions ciblant les personnes LGBTQ+ ont augmenté**, démontrant que les crimes de haine tendent à changer de cible plutôt qu'à disparaître réellement⁹.



Typologie des différents crimes de haine recensés en Russie entre 2016 et 2020, SOVA, 05/02/2021, [url](#)

2. Le cadre juridique

La Constitution tout comme le Code pénal interdisent l'incitation à la haine, notamment pour des motifs de nationalité ou de race.

L'article 19 de la Constitution confère l'égalité de droits à tous les citoyens de la Fédération de Russie sans distinction. L'article 29 alinéa 2 prévoit l'interdiction de « la propagande ou l'agitation incitant à la haine et à l'hostilité sociale, raciale, nationale ou religieuse ». Le motif de haine raciale ou nationale est une circonstance aggravante dans les affaires de meurtres et coups et blessures selon l'article 63 du code pénal¹⁰.

L'article 136 du code pénal interdit toute forme de discrimination fondée sur la nationalité, la race, l'orientation sexuelle, le genre ou la langue, avec une circonstance aggravante dans le cas où l'individu à l'origine de la discrimination détient une position officielle¹¹.

⁷ Svoboda, 28/02/2018, [url](#)

⁸ EASO, 08/2018, p.28, [url](#)

⁹ SOVA, 05/02/2021, [url](#)

¹⁰ SOVA, 2016, p. 123, [url](#) ; Code pénal russe, article 63, [url](#)

¹¹ Code pénal russe, article 136, [url](#)

Les droits culturels des peuples autochtones sont protégés par l'article 26.2 de la Constitution selon lequel « chacun a le droit d'utiliser sa langue maternelle, de choisir librement sa langue de communication, d'éducation, d'enseignement et de création¹² ».

L'incitation à la haine ou l'hostilité envers certains groupes sociaux, nationaux, religieux ou raciaux, ainsi que les atteintes à la dignité humaine sont sanctionnées par l'article 282 du code pénal¹³. Toutefois, en 2018, cet article du code pénal a été partiellement amendé afin de dépénaliser les délits commis pour la première fois¹⁴.

3. Attitude des autorités

En 2013, une coalition d'associations a présenté un rapport qualifié « d'alternatif » dans le cadre de l'examen par le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale de la mise en œuvre par la Fédération de Russie de la Convention des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Dans ce rapport, ils déplorent notamment le harcèlement des minorités nationales par les autorités avec **des contrôles au faciès et des pratiques relevant du « profilage ethnique¹⁵ »**.

En 2015, le directeur de SOVA, Alexandre Verkhovsky, soulignait la baisse du nombre d'agressions xénophobes et de meurtres pour un motif xénophobe ou raciste en précisant que **les forces de l'ordre étaient plus enclines et mieux formées pour lutter contre les discours haineux et la propagande de groupes néo-nazis** notamment¹⁶. Dans un autre entretien datant de 2018 avec *Radio Svoboda*, il reconnaissait également que l'action de la police avait pu être décisive pour contribuer à la baisse du nombre d'agressions xénophobes et de crimes de haine. Depuis quelques années, elle avait en effet « emprisonné des centaines de personnes impliquées dans ce type d'activités et fait peur aux autres pour plusieurs années¹⁷ ».

Selon le rapport de SOVA publié en 2020, le nombre de condamnations pour des motifs liés à la xénophobie était « stable » par rapport aux années précédentes avec 8 accusés reconnus coupables et condamnés pour « crime de haine violent » contre 9 l'année précédente¹⁸.

4. La situation des minorités nationales

Pour l'année 2020, le rapport du centre d'information et de recherches SOVA constate **une baisse du nombre d'agressions xénophobes, « y compris [...] des meurtres »**, par rapport aux années précédentes. Il est toutefois souligné que « les événements à l'échelle mondiale – l'épidémie de coronavirus et le mouvement *Black Lives Matter* aux Etats-Unis – ont provoqué **une hausse de la rhétorique xénophobe sur Internet** en Russie¹⁹ ». Toujours selon ce même rapport, les principales victimes de « crimes de haine » sont les « *outsiders* ethniques », un terme utilisé pour désigner les personnes d'apparence « non-slave » : asiatiques, africains, caribéens, caucasiens ou assimilés. Le ministère français des Affaires étrangères fait le constat suivant en matière de xénophobie : « [e]n recul depuis quelques années, les agressions violentes et xénophobes sont plus systématiquement et plus sévèrement réprimées par les autorités russes, notamment à Moscou. Toutefois, **les personnes identifiées comme non européennes peuvent être victimes de comportements racistes ou xénophobes²⁰ »**.

En 2020, **19 agressions motivées par l'ethnicité de la victime** ont été dénombrées par SOVA. Selon le rapport de SOVA, ces chiffres sont probablement inférieurs à la réalité puisque certaines agressions peuvent ne pas être dénoncées publiquement. En outre, ils ne sont pas fondés sur des statistiques officielles puisqu'il n'en existe pas actuellement en Fédération de Russie et ne concernent ni le Caucase

¹² Constitution de la Fédération de Russie, s.d., [url](#)

¹³ SOVA, 2016, p. 124, [url](#)

¹⁴ Interfax, 28/12/2018, [url](#)

¹⁵ Memorial, SOVA, FIDH, IPHR, 02/2013, p.18, [url](#)

¹⁶ Service d'immigration du Danemark, 01/2015, p.79, [url](#)

¹⁷ Svoboda, 28/02/2018, [url](#)

¹⁸ SOVA, 05/02/2021, [url](#)

¹⁹ SOVA, 05/02/2021, [url](#)

²⁰ Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (2), s.d., [url](#)

du Nord ni la Crimée. Sur ces 19 agressions, 4 concernaient des individus originaires d'Asie centrale, 9 des personnes originaires du Caucase, 2 personnes d'origine africaine ou encore une personne de nationalité bouriate²¹.

4.1. Personnes originaires d'Asie Centrale

85% des travailleurs migrants en Russie viennent de la Communauté des Etats Indépendants (CEI), parmi lesquels 1 million d'Ouzbeks²².

Les travailleurs migrants ont été durement touchés par la crise du coronavirus, **ces derniers étant deux fois plus menacés de perdre leur emploi que les citoyens russes**. 40% des migrants d'Asie centrale ont ainsi déclaré avoir été licenciés durant cette période contre 23% des Russes selon l'Académie présidentielle russe d'économie nationale et d'administration publique (*Russian Presidential Academy of National Economy and Public Administration*, RANEPA)²³.

Selon un sondage de *Levada*, 30% des personnes interrogées en 2018 « interdirait l'accès à la Russie » aux migrants d'Asie centrale²⁴.

4.2. Personnes originaires du Caucase

Les personnes originaires du Caucase sont l'une des principales cibles d'agressions physiques et de discriminations xénophobes, comme le montrent les statistiques présentées par SOVA en 2020 (voir *supra*). L'agression la plus violente durant l'année 2020 concerne ainsi **Timur Gavrilov, d'origine azerbaïdjanaise, brutalement assassiné le 13 juin 2020 par un membre d'une organisation d'extrême droite souhaitant « tuer un non-Russe »** ce jour-là²⁵.

Selon un rapport conjoint d'ONGs russes associées avec la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), « **il existe une certaine hiérarchie discriminatoire fondée sur des stéréotypes sociaux : les Tchétchènes et les Daghestanais sont plus discriminés que les Arméniens ou les Géorgiens** lorsqu'ils s'adressent aux forces de l'ordre en raison de stéréotypes attribués à certains groupes ethniques (agressivité, adhésion à une vision radicale de l'Islam...)²⁶ ». Les stéréotypes associés aux nationalités du Caucase du nord, notamment aux Tchétchènes, mais également aux Daghestanais et Ingouches, tous citoyens de la Fédération de Russie, s'enracinent dans l'histoire récente russe, surtout depuis la première guerre de Tchétchénie (1994-1996) au cours de laquelle une intense propagande a été véhiculée par les autorités fédérales ainsi que les médias²⁷. En outre, nombre d'agents des forces de l'ordre, y compris au sein du système pénitentiaire, ont directement participé aux conflits tchétchènes, renforçant leur sentiment d'hostilité à l'égard des membres des minorités nord-caucasiennes²⁸.

Par ailleurs, un article publié par la chaîne de radio américaine *Public Radio International* (PRI) signale que dans le langage courant, le terme de « noir » (en russe : « чёрный ») peut être utilisé comme un adjectif dépréciatif pour désigner les personnes originaires du Caucase. Ce terme peut aussi être utilisé à l'encontre de personnes originaires d'Asie centrale²⁹.

4.3. Roms

En 2012, la FIDH et l'ONG russe Memorial ont publié un rapport annuel concernant les discriminations à l'égard des Roms, des migrants et des activistes, centré sur les abus de la police³⁰. Ainsi, selon ce rapport, « **la violence policière envers les Roms est répandue et persistante dans toute la Russie**. La violence par les forces de l'ordre, y compris la torture et les traitements inhumains et dégradants, se produit pendant les arrestations, la détention et les opérations de perquisition et d'enquête. » Il est

²¹ SOVA, 05/02/2021, [url](#)

²² Financial Times, 09/05/2021, [url](#)

²³ Eurasianet, 08/07/2020, [url](#)

²⁴ Russian Jewish Congress et Levada, 2018, p.13, [url](#)

²⁵ SOVA, 05/02/2021, [url](#)

²⁶ FIDH, 08/2017, [url](#), p.28

²⁷ Conflict Analysis and Prevention Center, 03/2021, p.1, [url](#)

²⁸ Conflict Analysis and Prevention Center, 03/2021, p.1, [url](#)

²⁹ PRI, 13/07/2016, [url](#)

³⁰ Memorial et FIDH, 2012, p.12, [url](#)

également souligné que les Roms « sont souvent confrontés à la xénophobie et au racisme de la part des forces de l'ordre, exprimés non seulement verbalement, mais par des actions, des agressions et des violences ». Une partie des membres des communautés roms vivent dans des quartiers informels relativement isolés du reste des villes, en périphérie, ce qui les rend vulnérables à des abus des forces de l'ordre³¹.

De nombreux Roms de Russie sont analphabètes, ont des difficultés pour obtenir des papiers d'identité et connaissent des entraves à l'accès à la santé, à l'éducation, au logement ou encore au droit de vote³². Les auteurs du rapport soulignent l'absence de volonté des pouvoirs publics d'enquêter ou de faire la lumière sur les potentiels abus des forces de l'ordre à l'encontre de Roms, **citant plusieurs cas de morts suspectes ou d'agressions graves et de tortures** n'ayant pas fait l'objet d'une enquête ou d'une décision de justice³³.

En 2018, selon *Levada*, 43% des personnes interrogées déclarait qu'elle soutiendrait « l'interdiction d'accès au territoire russe aux Roms³⁴ ». En 2020, ce sont 44% des personnes interrogées qui donnaient la même réponse³⁵.

4.4. Personnes métisses, africaines ou caribéennes

Selon *BBC news* dans une vidéo datant de 2018, 1% de la population serait noire, soit approximativement 70 000 personnes. Les témoignages de Russes noirs et d'étudiants étrangers d'origine afro-caribéenne sont particulièrement nuancés, faisant valoir **des attaques xénophobes ou racistes peu fréquentes**, sans les nier, et soulignant plus particulièrement les réactions de surprise ou d'ignorance concernant leur couleur de peau³⁶.

Les témoignages recueillis dans un article publié en 2020 s'avèrent plus critiques, les individus interrogés relatant notamment avoir **été insultés, empêchés de prendre un taxi, d'entrer dans un café ou de louer un appartement « réservé aux Slaves³⁷ »**.

Selon le rapport de SOVA, « le niveau d'intolérance en Russie à l'égard des Noirs est assez élevé, comme les campagnes racistes virtuelles de grande envergure et régulières ont pu le montrer clairement » mais l'hostilité envers le mouvement *Black Lives Matter* en 2020 ne s'est pas traduite par une augmentation du nombre d'agressions physiques³⁸.

³¹ Memorial et FIDH, 2012, p.12, [url](#)

³² Memorial et FIDH, 2012, p.13, [url](#)

³³ Memorial et FIDH, 2012, p.15-20, [url](#)

³⁴ Russian Jewish Congress et Levada, 2018, p.13, [url](#)

³⁵ SOVA, 05/02/2021, [url](#)

³⁶ BBC News, 2018, [url](#)

³⁷ BBC, 18/06/2020, [url](#)

³⁸ SOVA, 05/02/2021, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en juillet 2021.

Institutions intergouvernementales

Bureau Européen d'appui en matière d'asile (EASO), « Fédération de Russie : la situation des tchétchènes de Russie », Ecoi, 08/2018, 79 pages, https://www.ecoi.net/en/file/local/2005389/2019_03_Chechens_in_Russia_final_FR.pdf

Institutions nationales

Constitution de la Fédération de Russie, s.d., <http://www.constitution.ru/fr/>

Code pénal de la Fédération de Russie, s.d., <https://www.legal-tools.org/doc/8eed35/pdf/>

Ministère de l'Europe et des affaires étrangères (1), « Dossier pays : Russie », s.d., <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/russie/>

Ministère de l'Europe et des affaires étrangères (2), « Infos utiles – Xénophobie », s.d., <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/russie/#complements>

Services d'immigration du Danemark, « Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation – residence registration, racism and false accusations », 01/2015, 184 pages, <https://www.refworld.org/docid/54fee1964.html>

Organisations non gouvernementales

Conflict Analysis and Prevention Center, « North Caucasus muslims in prisons of Russia : Human rights, coping strategies, challenges of radicalisation and post-release reintegration », 03/2021, 70 pages, https://secureservercdn.net/160.153.138.163/ppf.da0.myftpupload.com/wp-content/uploads/2021/04/prisons_en_2021.pdf?time=1619641891

SOVA Center for Information and Analysis, « "Potius sero, quam nunquam": Hate Crimes and Counteraction to Them in Russia in 2020 », 05/02/2021, <https://www.sova-center.ru/en/xenophobia/reports-analyses/2021/02/d43611/>

Russian Jewish Congress et Levada, « Xenophobia, racism and antisemitism parameters in present-day Russia », 08/2018, 53 pages, <https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Religion/Submissions/WJC-Annex3.pdf>

Fédération Internationale des Droits de l'Homme, « Racism, Discrimination and Fight Against "Extremism" in Contemporary Russia and its Controlled Territories. Alternative Report of the ADC Memorial, Crimea SOS, SOVA Center, together with FIDH (International Federation for Human Rights) on the Implementation of the UN Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination By the Russian Federation », 08/2017, 52 pages, <https://www.fidh.org/IMG/pdf/cerdengen.pdf>

SOVA Center for Information and Analysis, « Criminal law on hate crime, incitement to hatred and hate speech in OSCE participating States », 2016, 136 pages, <https://www.sova-center.ru/files/books/osce-laws-eng-16.pdf>

Memorial et la Fédération Internationale pour les Droits de l'Homme, « Roma, migrants, activists : Victims of police abuse », 2012, 59 pages, https://www2.ohchr.org/english/bodies/cat/docs/ngos/FIDH_RussianFederation_CAT49.pdf

Memorial, SOVA Center for Information and Analysis, Fédération Internationale pour les Droits de l'Homme, International Partnership for Human Rights, « Implementation of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination by the Russian Federation – Alternative report »,

02/2013, 83 pages, https://www2.ohchr.org/English/bodies/cerd/docs/ngos/SOVA_ADCM-IPHR_FIDH_RussianFederation_CERD82.pdf

Think-tanks, universités et centres de recherches

DAUCE Françoise et WALTER Gilles, « Russie 2006 », *Le courrier des pays de l'Est*, 2007/1-2 (n° 1059), pp. 6-29, <https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2007-1-page-6.htm>

MARINO-KONOVALOVA Tatiana, « Une Russie xénophobe : les dérives de l'idée nationale dans la Russie postsoviétique », *La revue russe*, 2009, n°33, pp. 43-54, https://www.persee.fr/doc/russe_1161-0557_2009_num_33_1_2384

Médias

Financial Times, « Russia hit by fall in migrant workers from central Asia », 09/05/2021, <https://www.ft.com/content/c7c17f5e-e7b2-45bb-97d7-d5b456fb2bec>

Eurasianet, « Central Asian migrants worst hit by coronavirus job losses in Russia », 08/07/2020, <https://eurasianet.org/central-asian-migrants-worst-hit-by-coronavirus-job-losses-in-russia>

British Broadcasting Company, « Racism in Russia: Stories of prejudice », 18/06/2020, <https://www.bbc.com/news/world-europe-53055857>

British Broadcasting Company, « World Cup 2018: Being black in Russia », 2018, <https://www.bbc.com/news/av/world-europe-44253936>

Interfax, « Putin signs law partially decriminalizing Article 282 of Russian Criminal Code on extremism », 28/12/2018, <https://interfax.com/newsroom/top-stories/21714/>

Radio Svoboda, « Centre SOVA: ceux qui haïssaient le Caucase haïssent désormais l'occident » [Центр "Сова": кто раньше ненавидел кавказцев, теперь ненавидит Запад], 28/02/2018, <https://www.svoboda.org/a/29068113.html>

Public Radio International, « What does it mean to be black in Russia? », 13/07/2016, <https://www.pri.org/stories/2016-07-13/what-does-it-mean-be-black-russia>

Illustrations

SOVA center, « "Potius sero, quam nunquam": Hate Crimes and Counteraction to Them in Russia in 2020 », 05/02/2021, <https://www.sova-center.ru/en/xenophobia/reports-analyses/2021/02/d43611/>